

Manosque



Le collectif pour une Réa s'agace du statu quo P. 11

Le collectif pour une Réa n'accepte plus le silence de l'ARS

« On nous prend tous pour des idiots ! ». Jean-François Pellarrey, président du Collectif pour une Réa à Manosque, n'y va pas par quatre chemins pour résumer l'exaspération des membres du collectif, mais aussi de tous les élus et citoyens qui soutiennent l'action du collectif, devant le silence persistant de l'ARS. « Son directeur Dominique Deroubaix s'était engagé à nous tenir au courant de tout ce qui se passait, de nous faire participer aux groupes de travail... Hors depuis, c'est le silence le plus complet », s'insurge Jean-François Pellarrey. « Pourtant, le Préfet a tenu sa parole en lui envoyant le courrier tel qu'il nous l'avait annoncé, pour l'installation de six lits de réa à Manosque et le maintien de celle de Digne-les-Bains ».

« Cela suffit de temporiser et de gagner du temps ! »

Comme l'a affirmé le président du collectif, « la seule réponse que nous



Emmené par Jean-François Pellarrey, le collectif pour une réa ne se résigne pas à obtenir gain de cause d'ici la fin de l'année.

a donné l'ARS devant son silence c'est qu'on a déménagé ! C'est purement une réponse politique et diplomatique pour noyer le poisson et gagner du temps ! Ce n'est pas acceptable cette situation ! »
Devant ce constat, Jean-François Pellarrey et les membres du collectif se montrent particulièrement « irrités. On a vraiment l'impression

que l'ARS ne prend pas en compte les positions de tous les acteurs du département, à commencer par celle du Préfet. Maintenant, cela suffit de temporiser. Ce n'est plus acceptable de continuer à perdre du temps sur une décision de cette importance pour toute la population ».
Face à cet immobilisme de l'ARS, le collectif a décidé de « refrapper à la

porte du ministère, mais aussi de Matignon où le conseiller santé du Premier ministre n'a pas changé ». Particulièrement « remonté, le collectif entend mettre la pression sur tous les acteurs du dossier et principalement sur l'ARS. Il faut qu'on aille jusqu'au bout de cette démarche citoyenne. Il y a 160000 citoyens qui attendent qu'une décision soit prise. C'est inacceptable qu'après deux ans de discussion, elle ne soit toujours pas prise surtout que tous les élus et les acteurs du dossier sont d'accord sur cette nécessité ».

Une assemblée générale le 6 décembre

Devant une telle situation, le collectif a décidé d'organiser le lundi 6 décembre à 18h, à la maison des associations, une assemblée générale extraordinaire pour décider de ce qui sera mis en oeuvre dans les prochaines semaines, et « enfin arracher à l'ARS cette décision. Nous n'acceptons plus d'être méprisés ! »